

Economie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE – N°13 - Septembre 2004

Croissance démographique freinée

L'Oise comptait en 2003 777.000 habitants, soit une croissance annuelle de 3,3%. Ce rythme d'augmentation a bien diminué par rapport au début des années 1990 (+10% alors). Il est même devenu inférieur au taux national (5%). La Somme, avec environ 557.500 habitants, est stable, alors que l'Aisne perd toujours un peu de population chaque année : 535.000 personnes en 2003.

Les « laissés-pour-compte » augmentent

L'accroissement du nombre d'allocataires de prestations sociales en Picardie en 2003 reflète la dégradation de la situation économique et la politique menée délibérément pour accroître les inégalités sociales. Le nombre de RMIstes (26.600) a augmenté de 4,3%, les bénéficiaires de la prestation isolément de 4,2%, ceux des prestations handicap de 3,3%. C'est dans l'Aisne et l'Oise que cette croissance est la plus rapide.

Le chiffre du mois

45%. C'est la part des familles picardes jugeant que leur logement a au moins un défaut. C'est, avec le Nord, la région où ce taux est le plus important. Les problèmes les plus souvent évoqués sont ceux liés à l'humidité, au chauffage, à l'installation électrique, à l'exposition médiocre du logement ou au manque de salle de bain ou de WC. Les familles modestes, nombreuses et monoparentales notamment, sont les plus concernées par ces défauts. C'est aussi le cas des locataires qui mettent en cause le rôle insuffisant des propriétaires dans l'entretien du logement.

Les enjeux de 2015 en Picardie

Créer plus d'emplois pour les jeunes et maintenir le travail des plus de 50 ans

L'allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite pleine devrait conduire à un allongement des carrières. Devrait car cela ne sera vérifié que si le patronat modifie sa politique actuelle visant à exclure massivement de l'emploi les personnes de 55 ans et plus. Ainsi, en Picardie, seuls 60% des 55-59 ans et 13% des 60-64 ans ont une activité.

De plus, la dégradation des conditions de travail rendra de plus en plus pénible le travail à ces âges. Maintenir dans l'emploi les plus de 55 ans nécessite donc une modification des pratiques et modes d'organisation des entreprises. Ainsi, la formation tout au long de la vie doit se développer, les conditions de travail devront être réexaminées, notamment en matière d'ergonomie et les effets sur la santé, les déroulements de carrière et promotions redéfinies, etc. Autrement dit, il faut un changement de mentalité du patronat.

Si les travailleurs allaient jusqu'aux 40-41 ans de cotisations retraite, la population active (salariés, non-salariés, chômeurs) de Picardie devrait s'accroître de 62.000 personnes d'ici 2015. Comme la population totale devrait stagner, l'enjeu de ce prolongement des carrières est clairement de créer assez d'emplois pour répondre aux besoins, des jeunes notamment, sachant que les anciens pourraient partir plus tard.

C'est possible. Les études montrent en effet que la France, et en particulier la Picardie, souffre d'un déficit d'emploi. En comparant avec les autres pays développés, on s'aperçoit que le taux d'emploi (rapport des personnes ayant un emploi à celles en âge de travailler (16-60 ans)) est faible. Un taux comparable à l'Allemagne aboutirait à 1,2 millions d'emplois supplémentaires, soit 35.000 à 40.000 postes de travail en plus dans notre région ce qui représente 45% des chômeurs picards actuels !

La seconde condition est de ne pas rallonger le temps hebdomadaire de travail. Cela risquerait de détruire les 450.000 emplois créés par les 35 heures. Enfin, les services, en particulier les services aux particuliers, peinent à se développer car les familles n'ont pas un pouvoir d'achat leur permettant d'y faire appel.

Mais la création d'emplois pour les jeunes ne sera aussi possible que si les anciens sont remplacés. Or, les managers picards ne prennent pas en compte le vieillissement important de leur main d'œuvre. Ainsi, dans le domaine industriel, la mécanique, la chimie sont des secteurs qui risquent de reculer en Picardie non faute d'être concurrentiels mais parce que le patronat picard n'anticipe pas les besoins futurs en effectifs. Même problème pour les banques et assurances. Autant de problèmes qui renvoient au manque de compétences et d'intérêt pour la région du patronat picard !

Embauches de cadres insuffisantes

Le solde des emplois de cadres (embauches moins départs) était à peine positif en Picardie en 2003 : +50 emplois ! C'est le plus faible solde, toutes régions confondues. Dans la région, les entrées ont juste compensé les 4300 départs. Et cela n'a été possible que grâce aux 1100 promotions internes. En clair, l'offre d'emploi de cadre est insuffisante, obligeant les jeunes diplômés picards à quitter la région, et non l'inverse ! Ce solde devrait rester stable en 2004 dans la région, selon l'enquête menée sur les perspectives de recrutement des entreprises.

=====

Importante délocalisation des établissements picards

La Picardie est, en France, la région qui attire le plus d'établissements dans ses frontières, avec un taux d'entrée de 4,7%. Cela signifie qu'en 5 ans, 1655 établissements existants ailleurs ont transféré l'ensemble de leurs activités dans notre région. Mais, dans le même temps, 1600 ont fait la démarche inverse en quittant définitivement la Picardie, soit un taux de sortie de 4,5%. De ce fait, le solde est pratiquement nul. Aussi, contrairement au discours officiel, le véritable enjeu de la Picardie n'est pas d'attirer les entreprises mais de les garder !

=====

Université : de plus en plus d'étudiants

20730 étudiants ont fréquenté l'Université de Picardie (UPJV) au cours de l'année scolaire 2003-2004. Par rapport à l'année précédente, cela représente une hausse de 4,9% des inscrits. Cette évolution situe l'UPJV en tête de toutes les universités françaises. Un bon point pour l'avenir de la Picardie, à condition que les moyens financiers et en personnels, enseignants ou non, suivent ... ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. A noter que l'Université technologique de Compiègne est en retrait de ce phénomène avec une stabilité à 3350 étudiants.

Retard de développement de l'emploi picard

L'année 2003 a été marquée par une baisse de l'emploi privé en Picardie (voir *Economie picarde N°12*). Cette évolution s'est poursuivie au 1^{er} trimestre 2004 : -0,2% (stabilité au niveau France), essentiellement en raison de la dégradation dans l'Oise (-0,4%), l'Aisne et la Somme étant presque stables (-0,1% et +0,1%). Une nouvelle fois, la situation est plus défavorable dans notre région qu'au plan national.

Et même quand l'environnement est plus favorable, cette tendance reste la même, comme le montrent les résultats sur 4 ans, entre la fin 1998 et la fin 2002. En Picardie, l'emploi total, public et privé, salarié et non salarié, s'est accru nettement moins vite que la moyenne nationale : +4,4% en Picardie et +6,9% en France. La raison en est un recul deux fois plus rapide de l'emploi non salarié (-4,4% contre -1,9%) et une moindre progression de l'emploi salarié (+5,2% contre +7,9%). Pour l'emploi salarié, c'est le résultat d'une baisse plus marquée dans l'industrie (-3,3% contre -0,8%) et d'une moindre progression dans les commerces et services (respectivement +8,4% et +9,0% contre +9,8% et 10,4%). Ainsi, l'atout industriel de notre région s'affaiblit sans que pour autant le retard du tertiaire ne se comble !

Les raisons en sont connues : la frilosité du patronat picard, son manque d'investissements en Picardie, l'insuffisance de compétences de ses dirigeants, à quoi s'ajoute aujourd'hui une volonté accentuée de délocaliser pour « faire de l'argent en peu de temps ».

L'essentiel de cet écart tient au département de l'Aisne : la hausse de l'emploi n'y a été que de 1,5%. Pourtant, les effectifs non-salariés ne sont qu'en faible retrait : -0,5%. En revanche, l'emploi salarié n'a augmenté que de 1,7%, en raison du fort recul industriel (-8,7%) et de la croissance modérée des commerces et services (+5,6% et +5,7%). La Somme et l'Oise ont connu une meilleure progression, mais qui reste encore inférieure au plan national. Ils gagnent 5,4 et 5,6% d'emplois en 4 ans, avec une baisse prononcée des non-salariés (-4,7% et -7,3%). Les salariés augmentent (+6,4% et +6,6%) en raison de la bonne tenue de l'industrie (-1,1% et -1,4%) et du dynamisme des commerces et services (+7,0% et +10,1% dans la Somme, +11,2% et +10,4% dans l'Oise).

La Picardie peu touchée par les difficultés de recrutement

Les difficultés de recrutement dans notre région sont régulièrement évoquées par le patronat pour expliquer ses mauvaises performances. Pourtant, une étude de la direction régionale du Travail montre une nouvelle fois que cela n'est qu'un mythe. Ainsi, un des indicateurs permettant de mesurer ce phénomène, le rapport sur un an entre les offres d'emploi enregistrées et les demandes enregistrées, situe « la Picardie bien au-dessous du niveau national ». En 2003, le taux est de 0,39 contre 0,53 en moyenne. Cela montre que trouver un employé en Picardie est beaucoup plus facile qu'ailleurs.

Alors, pourquoi le MEDEF continue-t-il d'utiliser cet argument ? Comme d'habitude, c'est pour masquer une autre réalité : le faible nombre d'emplois créés par le patronat picard et, surtout, leur caractère très précaire. Ainsi, en 2003, 45% des offres d'emploi étaient temporaires (de 1 à 6 mois) et 18,5% occasionnelles (moins d'un mois). Cette précarisation est aussi caractérisée par un fort taux de recours à l'intérim, qui représente 5,3% de l'emploi picard (3,8% en moyenne nationale). Cela équivaut à un effectif de plus de 20.000 salariés à temps plein ! La part de l'intérim est même de 5,7% au 1^{er} trimestre 2004 !

L'exemple dans la restauration et l'hôtellerie montre bien que les problèmes d'emploi dans certains secteurs tiennent surtout aux mauvaises conditions de travail et aux bas salaires. Le ministre de l'Economie, en quête d'arguments populistes pour sa communication, l'a récemment confirmé... se gardant bien de changer cela !